



Partido Obrero Socialista Internacionalista  
Sección en España de la IV Internacional

LA EMANCIPACIÓN DE LOS TRABAJADORES SERÁ OBRA DE ELLOS MISMOS

## Déclaration du comité exécutif du Parti ouvrier socialiste internationaliste (Posi) de l'État espagnol - 1<sup>er</sup> octobre 2017

# ILS ONT FAIT TOMBER LE MASQUE DU RÉGIME ! MOBILISATION UNIE POUR EN FINIR AVEC LE GOUVERNEMENT DE LA MONARCHIE !

**L**e léger voile « démocratique » du régime, usé par des décennies d'affrontements avec les travailleurs et les peuples, lui a été enlevé par le peuple catalan. Les images sont claires. D'un côté, des dizaines de milliers de personnes qui tentent de voter de manière pacifique, exprimant la volonté de l'immense majorité d'un peuple qui veut décider par lui-même, sans impositions. Face à eux, un écrasant déploiement de la police nationale, de la garde civile et des policiers anti-émeute qui cherche à l'empêcher par la force (plus de 12 000 policiers en renfort). Des portes de bureaux électoraux détruites à coups de masse, des charges policières, des centaines de blessés. Depuis le vendredi 29 au soir, l'espace aérien a été fermé au trafic pour que puissent agir les hélicoptères de la garde civile et de la police nationale. Ces corps répressifs, les travailleurs ne les connaissent que trop. Nous sommes excédés de les voir réprimer des mobilisations ouvrières ou protéger les briseurs de grève.

Le régime hérité du franquisme, avec son gouvernement Rajoy minoritaire et corrompu, avec son Tribunal constitutionnel qui ne cesse de rendre des sentences contre les droits des peuples et des travailleurs, qui a donné son aval aux réformes du droit du travail, à la loi de destruction de l'université (Lomce), aux restrictions budgétaires contre les employés publics, qui vient d'opposer son veto au revenu minimum proposé par les syndicats, avec sa police et sa garde civile, avec l'ensemble de l'appareil judiciaire, ont jeté toutes leurs forces dans la tentative d'empêcher que le peuple catalan puisse démocratiquement exercer son droit de vote ce 1<sup>er</sup> octobre. Le régime est nu contre tout un peuple.

### **Avec le peuple catalan, la mobilisation des travailleurs et des peuples au niveau de tout l'État**

À mesure que les jours passaient, le régime monarchique accentuait ses menaces et sa terreur devant un mouvement croissant des masses et la multiplication

sur tout le territoire de l'État de meetings, de réunions – tenus malgré les interdictions et le refus d'accorder des locaux – et de prises de position en soutien aux droits du peuple catalan.

Selon les chiffres officiels eux-mêmes, 82 % des Catalans voulaient voter dans un référendum sur l'avenir de la nation catalane. Parmi eux, 62 % voulaient voter au référendum convoqué par le gouvernement de la Généralité de Catalogne bien qu'il fût déclaré illégal par Rajoy, malgré les subterfuges auxquels ont dû recourir les initiateurs et le déploiement de forces utilisées pour l'empêcher.

À 9 h 30, devant le refus de la police catalane, les *Mossos d'Esquadra*, de faire usage de la violence pour apposer les scellés et fermer les bureaux électoraux, le représentant du gouvernement central en Catalogne, le « vice-roi » Enrique Millo, donna l'ordre à la garde civile et à la police nationale d'intervenir pour fermer ces bureaux par la force, provoquant de nombreuses scènes de violence. Parallèlement, les services d'information tentaient de bloquer le système informatique du vote.

Malgré cela, selon le porte-parole de la Généralité, Jordi Turull, sont allés voter plus de trois millions de Catalans sur un total possible de 5 343 358 votants ; 700 000 se sont trouvés face à des bureaux de vote fermés (319 sur 2315), des urnes volées ou des bulletins de vote déjà déposés dérobés. Mais sont parvenus à voter 2 262 424 (42,5 % du corps électoral), dont 2 020 144 (90 %) ont voté oui, 176 565 (7,87 %) ont voté non, 46 586 ont voté blanc et 20 129 ont voté nul.

« **Catalans, vous n'êtes pas seuls** », « **Rajoy démission** », « **Droit à décider** » criait un rassemblement nourri, le troisième, sur la fameuse *Puerta del Sol*, le troisième dans les rues de Madrid où le gouvernement a tenté de les interdire. A été également nourri le rassemblement de Séville. Et massifs ceux de Valence et de Bilbao, mais aussi à Tenerife, Vitoria et de nombreuses localités de tout l'État.



# POSI

Partido Obrero Socialista Internacionalista  
Sección en España de la IV Internacional

LA EMANCIPACIÓN DE LOS TRABAJADORES SERÁ OBRA DE ELLOS MISMOS

À 10 heures du matin de ce 1<sup>er</sup> octobre, l'UGT de Catalogne faisait connaître une déclaration qui disait : « *Il est intolérable et injustifiable dans une démocratie que l'on utilise la force et la violence contre les citoyens qui tentent de voter pacifiquement.* » C'est le sentiment de la majorité des travailleurs de tout le pays, d'Algésiras à Bilbao, de La Corogne à Valence, comme une seule classe.

## Une nouvelle étape s'ouvre

Quels que soient le dénouement et les conséquences immédiates de cette journée, une certitude s'impose : le régime consacré dans la Constitution de 1978, sous la forme d'une monarchie héritée du franquisme, est déstabilisé, brisé, dans une situation insoutenable.

Les pactes de ce que l'on a appelé la « transition » signés par les secrétaires du PCE et du PSOE de l'époque (et les partis bourgeois catalans et basques) avec les représentants directs du franquisme font eau de toutes parts. Pendant quarante ans, ils ont permis d'assurer la domination et l'exploitation du capital financier et d'amputer les conquêtes obtenues dans la rue, que ce soient des conquêtes ouvrières, démocratiques, des services publics...

L'échafaudage de l'autonomie des régions a démontré qu'il n'était qu'un instrument de division et d'affrontements entre les peuples afin de permettre la survie du régime en appliquant à l'unisson toutes les coupes au service du capital financier.

Le capital financier et ses gouvernements, avec leurs institutions dans toute l'Europe et aux États-Unis, se montrent toujours plus inquiets de l'incapacité de Rajoy à résoudre les problèmes en y mettant un minimum de formes démocratiques. Ces cyniques ne sont pas préoccupés par les droits des peuples mais par la possibilité d'assurer la mainmise des multinationales et la place stratégique de la monarchie dans les aventures militaires de l'impérialisme, son agression au Venezuela et le soutien aux régimes les plus haïs, comme la dictature théocratique de l'Arabie Saoudite. Même chose pour le grand patronat catalan, pleinement intégré dans le capital financier espagnol qui fait des prières pour une « solution politique » en même temps qu'il rêve d'un pacte fiscal comme au Pays basque.

Les travailleurs de tout le pays, qui ont vu les images de la répression, sont indignés et inquiets mais aussi pour une bonne partie désorientés par l'attitude des partis qui parlent en leur nom. Comment Pedro Sanchez, au nom du PSOE, peut-il soutenir Rajoy dans cette offensive répressive ? Comment se fait-il que Pablo Iglesias et Alberto Garçon, respectivement pour Podemos et Izquierda Unida, ne se prononcent pas clairement ? Pourquoi les confédérations syndicales n'appellent-elles pas à la mobilisation, y compris à la grève générale, contre la répression dans tout l'État pour démontrer la force unie de la classe ouvrière, le rapport direct entre les

droits sociaux et les droits démocratiques ? Le 3 octobre, le *Govern de la Generalitat*, la *Taula per la Democràcia* appellent à un arrêt de travail civique de toutes les classes sociales. Dans de nombreuses assemblées sur le lieu de travail, les travailleurs ont décidé de participer à la grève sur leur propre terrain.

## En finir avec Rajoy.

### Ouvrir la voie de la République

Puigdemont semble annoncer une déclaration d'indépendance du *Parlament*. Rajoy semble menacer les représentants du peuple catalan d'une nouvelle attaque massive. Personne ne peut prédire quels seront les prochains développements des événements mais pour des fractions de plus en plus importantes des travailleurs et de la population apparaît plus clairement ce que proclamait le Posi au moment de sa fondation en 1980 : la monarchie est incompatible avec les droits sociaux et les libertés.

Maintenant, il semble qu'ont un peu haussé le ton les voix qui demandent une « issue négociée », et même un « référendum pacté »... pour sauver le régime. Du point de vue des intérêts des travailleurs et des peuples, aucune négociation n'est désirable si ce n'est pas sur une base démocratique : la reconnaissance du droit à l'autodétermination, c'est-à-dire à en finir avec le régime monarchique, proclamer la République pour que TOUS les peuples puissent décider librement quelle relation ils veulent avoir avec les autres peuples : se fédérer, se confédérer, se séparer... Pour notre part, nous défendons la République catalane libre qui librement s'associera dans une Union de Républiques libres de tous les peuples de l'État espagnol.

Nous partageons l'inquiétude de tous les camarades qui dans les assemblées tenues ces jours-ci par le Comité pour l'alliance des travailleurs et des peuples se sont posé la question d'unir des forces pour agir afin d'aider à ce que toute la force organisée des travailleurs pèse sur cette crise pour couper court aux conséquences de la décomposition du régime et ouvrir une nouvelle étape qui sera de fraternité et de progrès.

Après le 1<sup>er</sup> octobre, les travailleurs et leurs organisations se posent la question : comment sauvegarder les libertés sans rompre avec tout ce que Rajoy représente ? Et en même temps, pour récupérer la négociation collective, récupérer le droit de grève, donner du travail aux jeunes, récupérer les salaires, sauver la santé et les retraites, les services municipaux, ne faut-il pas le même basculement démocratique qu'exige le peuple catalan ? Les travailleurs exigent que leurs organisations et tout d'abord les syndicats se mettent à la tête de la mobilisation contre la répression, pour le droit à décider du peuple catalan, de tous les peuples, pour chasser Rajoy. C'est l'exigence immédiate.

**Déclaration du comité exécutif du Posi  
ce 1<sup>er</sup> octobre 2017 à 20 heures.**